



INTERVIEW

PIERRE MARIO

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE VALTINÉE

« LA LOCALISATION D'ENTREPRISES COMME LA NÔTRE SUR DES TERRITOIRES DE MONTAGNE EST ESSENTIELLE, NON SEULEMENT POUR RÉPONDRE PRÉSENT AUX ALÉAS NATURELS, MAIS AUSSI AUX CHANTIERS DANS LES PETITES COLLECTIVITÉS ET LES GRANDES STATIONS »

Comment observez-vous l'évolution du territoire de montagne ?

— Dans le cadre de notre travail, nous sommes les premiers spectateurs du changement climatique, surtout depuis quinze ans. Pour autant, nous constatons un engouement croissant pour la vie en montagne. De nombreux actifs choisissent de (re)venir s'installer ici pour la qualité de vie, avec un emploi sur place ou en ville. Pour moi, l'avenir se fera donc avec une densification de population et pour l'accueillir au mieux, il faut réaménager de façon résiliente, pour faire face aux contraintes climatiques. Plusieurs réflexions émergent - notamment fruit du groupe de travail « Alpes-Maritimes 2040 » avec la CCI - comme la création d'équipements submersibles ou la mise en place de traversées sécurisées par tunnels pour connecter les 3 vallées, au niveau de la Mescla. La localisation d'entreprises comme la nôtre sur des territoires de montagne est essentielle, non seulement pour répondre présent aux aléas naturels, mais aussi aux chantiers dans les petites collectivités et les grandes stations. Nous sommes utiles les uns aux autres. Je suis donc optimiste quant à l'avenir de nos montagnes, où nous continuons à

créer de la valeur, tout en ayant comme priorité de préserver cet environnement unique, où nombreux sont celles et ceux à vouloir établir un lieu de vie.

Votre ancrage territorial historique (97 ans) vous a placé comme entreprise moteur du changement dans la vallée. Comment cela se traduit-il aujourd'hui ?

— Au travers de notre politique RSE, notre première volonté c'est de privilégier l'emploi local et l'économie locale (ex. prioriser l'emploi des saisonniers hors saison, accords de restauration avec des restaurateurs, etc.) Nous mettons un point d'honneur à ce que 95% de nos salariés et fournisseurs soient issus des Alpes-Maritimes et avons la chance que les acteurs du territoire nous fassent confiance (nos clients : 60% collectivités, 40% privés). Il y a vingt ans, nous intervenions peu sur le bâti et aujourd'hui nous avons plus de chantiers (aménagement urbains, logements collectifs, chalets, commerces, bâtiments d'utilité publique, etc.), signe que les envies d'installation croissent. Une part importante de nos activités sont fléchées vers le développement durable et nos processus de travail sont stricts

(Référentiel « Chantier Vert Tinée »).

Dans l'activité publique, il y a un engagement croissant pour la préservation des ressources naturelles et c'est une fierté que d'y prendre part (ex. rénovation des installations Régie Eau d'Azur, station d'épuration bio à Roure, Crapauduc à Isola).

Nos plateformes de recyclage nous permettent de revaloriser nos matériaux en matières premières. Nous avons également une centrale à béton qui produit grâce à des matières recyclées. D'autre part, nous nous sommes engagés sur le béton bas carbone, de façon à anticiper la préservation des ressources en eau.

À titre d'exemple également, nous récupérons les boues des stations d'épuration d'Isola et d'Auron, amendées avec des déchets verts et séchées, et ensuite épandues sur les pistes de ski. Nous avons vraiment pris à cœur la loi Climat et Résilience 2021 et c'est pour cela qu'il nous paraît important de représenter ces bonnes pratiques sur les chantiers, sur notre site (outils de travail, équipements, locaux, projets d'installation photovoltaïque, flotte de e-véhicules, biocarburants, etc.) d'accompagner également nos employés et nos clients en ce sens. **M.M.**

EN 2024, VALTINÉE A OBTENU LE LABEL RSE TP « NIVEAU AVANCÉ » ET LE PASSEPORT TRANSITION 06.

> l'herbe, glaciers à l'agonie, forêts décimées, glissements de terrain destructeurs, etc. - cristallisant toujours plus les tensions entre défenseurs et pourvoyeurs de la montagne (notamment avec la perspective olympique). Ce pourquoi l'approche par territoire est indispensable, et beaucoup travaillent bien en amont à des concertations communes (habitants, élus, scientifiques, entreprises, associations environnementales) pour préparer l'avenir. À l'image de Métabief, qui s'est donné il y a quatre ans, et pour la décennie 2030-2040, l'ambition de co-construire un projet afin que la palette de produits outdoor et d'autres modèles économiques pallient les chiffres d'affaires du ski alpin, en se basant notamment sur les projections climatiques Climsnow, et avec l'appui, par exemple, de scénarii prospectifs. À l'inverse, comme le montre la récente mise à l'arrêt de La Sambuy, quand une rupture radicale avec un modèle économique survient sans anticipation, tous les acteurs des vallées se retrouvent au pied du mur. D'ailleurs, dans la perspective pure de l'industrie du ski, les approches sont encore plus clivées. Domaines Skiabiles de France, dans son rôle de chambre professionnelle, et dans une perspective d'accompagnement des stations via leur modèle actuel, plaide par exemple pour une feuille de route environnementale déployée autour de la mise en place de bilans carbone, la formation à l'éco-conduite des engins, l'utilisation raisonnée des remontées mécaniques, le maintien des retenues collinaires, l'optimisation de la production de neige et autres actions en faveur de la faune et de la flore, des déchets et le démontage des installations obsolètes. En face, des locaux (non forcément en rupture avec cette économie), qui préfèrent voir se transformer les stations de ski en « stations de vie » et questionnent, chiffres et études à l'appui également, la pertinence de flécher des sommes publiques conséquentes (ex. plan montagne à 100 millions d'euros en 2021 dans la Région Auvergne Rhône Alpes) dans le financement de ces installations, qui perpétuent un modèle jugé comme une solution « tampon », alors que ces budgets pourraient servir à optimiser l'existant, et les potentialités diverses de ces territoires. Le débat est donc bel et bien lancé.



SI LE DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES EST DOMINÉ, TOURISTIQUEMENT, PAR LA CÔTE D'AZUR, IL N'EN RESTE PAS MOINS UN ESPACE OÙ LES STATIONS DE SKI DRAINENT D'IMPORTANTES CHIFFRES D'AFFAIRES



POINT DE VUE...

Jean-Christophe Desens

DIRECTEUR GÉNÉRAL SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DES CIMES DU MERCANTOUR.

« Nous sommes confiants en l'avenir

des Stations Nice Côte d'Azur, grâce aux investissements réalisés par le Syndicat Mixte des Stations du Mercantour (SMSM) depuis 2003. Soit : 190 M€ investis sur les domaines skiabiles d'Auron et d'Isola 2000 dont près de 48 M€ en faveur de la neige de culture. Ces stations bénéficient déjà d'un enneigement naturel et pour l'avenir les projections d'enneigement sont rassurantes. S'adapter au changement climatique, diversifier l'activité, s'engager

vers le développement durable pour pérenniser l'écosystème, etc. Les investissements engagés par le SMSM s'inscrivent dans cette perspective. Les équipements de neige de culture qui permettent de sécuriser notre activité intègrent une démarche écoresponsable. Nous visons également à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des éco-engagements de Domaines Skiabiles de France. Nos stations Nice Côte d'Azur proposent déjà des activités ludo-sportives de diversification pour pérenniser l'activité touristique. Notre démarche devra donc intégrer la responsabilité sociale, les enjeux du développement durable à moyen et long termes pour contribuer au développement harmonieux de nos domaines. Le processus est enclenché et il faudra naturellement déployer des efforts croissants pour améliorer le transport et l'urbanisme. La montagne offre un cadre exceptionnel. Je suis convaincu de son attractivité et que le tourisme autour du ski a un bel avenir ! » **M.M.**

« 190 M€ INVESTIS SUR LES DOMAINES SKIABLES D'AURON ET D'ISOLA 2000 DONT PRÈS DE 48 M€ EN FAVEUR DE LA NEIGE DE CULTURE »

Montagne, qui es-tu ?

Rappelons-le, les montagnes de France représentent 1/3 du territoire, et ce n'est pas anecdotique : 6 grands massifs (9 avec ceux compris entre 400 et 900 mètres d'altitude) qui abritent pas moins de 8,8 millions d'habitants, sur une surface dotée d'un rôle écologique essentiel à tout le pays. Dans les secteurs montagnards dépendants de l'industrie du ski, on retient beaucoup plus les aspects négatifs de la marchandisation alpine (tant elle a pu dériver), même si l'économie de haute montagne a évidemment profité aux locaux, aux communes et à la démocratisation des grands espaces. Cependant, cette montagne change de visage et doit maintenant pouvoir accueillir durablement une population locale et active de façon pérenne, en sortant de la saisonnalité, mais aussi s'attendre à devenir un refuge climatique pour nombre de futurs habitants, en imaginant notamment des modèles socio-économiques, agricoles, patrimoniaux et culturels cohérents avec ses ressources disponibles. Le département des Alpes-Maritimes n'échappe pas à ces projections. S'il est dominé, touristiquement, par la Côte d'Azur, il n'en reste pas moins un espace où les stations de ski drainent d'importants chiffres d'affaires. Dans le Sud de la France, plusieurs contraintes se superposent déjà - aléas climatiques qui vont du littoral aux hautes vallées, densité de population croissante, fort taux d'urbanisation- pour lesquelles un changement de paradigme devient crucial. Dans ce contexte, moyen et haut-pays ont une carte à jouer. Encore une preuve que rien ne se fera sans une approche différenciante, par secteur. Dans nos terres maralpines, on vit encore beaucoup au rythme des saisons, puisqué en un seul espace nous regroupons deux des destinations privilégiées des vacances « à la française » : mer et neige. Si beaucoup d'Azuréens chérissent la montagne et viennent s'y réinstaller par besoin d'espace, à l'image de Charlotte Fabron, responsable QSE chez Valtinée, originaire de Fréjus : « Mon père est originaire de Saint-Étienne de Tinée et nous avons grandi dans le Var. Avec ma famille, nous avons choisi de revenir en montagne car nous nous y sentons plus en sécurité, nos enfants y grandissent sereinement, nous

3,8 MILLIONS

C'EST LE CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ
 PAR LES STATIONS NICE CÔTE D'AZUR
 POUR LA PÉRIODE DES FÊTES DE NOËL 2023,
 ENTRE AURON, ISOLA 2000
 ET SAINT-DALMAS LE SELVAGE.

(Chiffres Métropole Nice Côte d'Azur)

« sommes au contact direct de la nature. Mon frère a fait le même choix il y a dix ans et nous en sommes très heureux », nombreux sont celles et ceux qui n'en voient que le sommet au loin. De façon plus générale, en France, les communes et communautés des vallées, si charmantes soient-elles, souffrent encore de plusieurs préjugés : accessibilité, rudesse du climat, isolement, manque d'infrastructures, barrière culturelle, etc. En réalité, c'est un monde fait d'opportunités, où peuvent se développer des activités autres que celles uniquement tournées vers les providentielles chutes de neige ou le bucolisme estival, et qui forment déjà le quotidien de nombreux locaux. Parmi eux - et d'autres observateurs extérieurs - beaucoup croient en ce changement de modèle car la montagne, en tant que premier espace confronté aux bouleversements climatiques, est un territoire exemple pour appréhender les défis environnementaux et sociétaux de demain : exode urbain face aux fortes chaleurs, modifications des écosystèmes naturels, raréfaction de l'eau, économie circulaire, etc. Évidemment, le chemin est difficile puisqu'il faut préparer la sortie d'un modèle anciennement très lucratif, sous impulsion des collectivités certes, mais surtout par l'engagement des acteurs de terrain - habitants et professionnels - qui vivent dans ces massifs.

(En)quête de solutions

Les multiples collectifs citoyens constitués ces dernières années dans les vallées attestent des ambitions fortes à organiser une montagne « à vivre ». La campagne *Montagnes en transition* de Mountain Wilderness soutient particulièrement ces groupements qui souhaitent avant tout des projets de développement adaptés



Photo

INTERVIEW

LAURENCE PEREZ

PROFESSEUR D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE AU LYCÉE DE LA MONTAGNE DE VALDEBLORE, ELLE TÉMOIGNE DE SON EXPÉRIENCE ET DE CELLE DE SES COLLÈGUES ENSEIGNANTS

« NOMBRE D'ÉLÈVES DU LITTORAL SONT DEMANDEURS DE CETTE SCOLARITÉ ADAPTÉE ; LES PARENTS SONT MOTIVÉS PAR LE CADRE DE NOTRE PETITE COMMUNAUTÉ SCOLAIRE »

Pensez-vous que cette identité de « valléen » puisse être une force pour que les jeunes s'ancrent dans leur territoire ?

— Par leurs attaches familiales ils y sont déjà ancrés depuis plusieurs générations. Ils sont dans le maintien d'une pérennité, faisant beaucoup référence aux « anciens » et c'est ce qui les différencie fondamentalement des jeunes du littoral ; mais ils se posent aussi beaucoup de questions sur leur avenir, avec ceci de particulier que se pose pour eux la question de la sortie des vallées pour leurs études ou changer de vie. Soit ils projettent de rester dans le Haut-Pays et réfléchissent à son évolution, pour certains c'est même l'enjeu de leurs études (cursus Sciences Po, facs de géo ou BTS d'aménagement) ; soit ils n'y restent pas mais y reviennent régulièrement. Ceux qui sont originaires d'ailleurs sont aussi attachés à ces territoires : les élèves inscrits en FSL (Formations Sportives Labellisées) ski, ont pour objectif d'entrer en formation pour le DE ski alpin. Si cela aboutit, ils auront une activité dans les vallées. Pareil pour les élèves inscrits en FSL montagne.

Comment les élèves sont-ils préparés aux évolutions de leur métier en montagne ?

Ce massif est déjà très touché par les changements climatiques. Nous adaptons les sessions de cours ou les sorties (ex. alpinisme et fonte des glaciers). Les enseignants responsables prévoient des modules de rencontre avec des professionnels de la montagne et des acteurs du territoire (guide, accompagnateur, garde au PNM, pisteur, moniteur, gardien de refuge, secouriste en montagne, fermier, gérant de gîte, associations diverses, etc.)

Comment imaginer l'avenir de ce lycée, pour que son projet d'établissement reste attractif ?

— Une partie des élèves est en FSL ski, mais une autre est en FSL Montagne (VTT, randonnée, escalade, via ferrata, canyon etc.), activités beaucoup moins touchées. Nombre d'élèves du littoral sont demandeurs de cette scolarité adaptée, d'un internat à taille humaine, d'où le label internat d'excellence ; les parents aussi sont motivés par le cadre de notre petite communauté scolaire. Son statut de lycée de secteur est essentiel pour l'attractivité des communes du Haut-Pays. Par ailleurs, l'établissement forme aussi des professionnels de la forêt, des infrastructures électriques et des métiers de l'accueil et du tourisme.